- 6 -11- 1987
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 28 juillet 1987, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 21 mars 1961 fixant les nouveaux statuts de la Société nationale des chemins de fer belges", a donné le 26 octobre 1987 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 28 juli 1987 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 maart 1961, waarbij de nieuwe statuten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen worden vastgesteld", heeft op 26 oktober 1987 het volgend advies gegeven :

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"A l'article 2 de l'arrêté royal du 21 mars 1967 fixant les nouveaux statuts de la Société nationale des chemins de fer belges, la phrase : "Son siège est établi à Bruxelles", est remplacée par la phrase :"Le siège de la Société est établi dans l'agglomération bruxelloise, au lieu fixé par le conseil d'administration; la décision du conseil est publiée, dans le mois de sa date, aux annexes du Moniteur belge".

Article 2.

L'actuel article 3 de l'arrêté royal du 21 mars 1961 dispose comme suit :

> "Sont applicables à la Société nationale des chemins de fer belges, les dispositions du cahier des charges de 1866, en vigueur pour les concessions de chemins de fer en Belgique en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions légales, réglementaires et statutaires régissant la situation juridique de la Société".

Pour actualiser l'article 3 dans la perspective de l'établissement d'un nouveau cahier des charges, le projet tend à supprimer les mots "de 1866".

.../...

Bien que ce cahier des charges de 1866 soit ancien et que beaucoup de ses dispositions soient tombées en désuétude, il en est cependant encore qui constituent la base juridique d'actes tels que l'octroi de raccordements, la définition des prestations réciproques entre la Société nationale des chemins de fer belges et les Ministères ainsi que certains organismes d'intérêt public (tels la Régie des télégraphes et des téléphones et la Régie des postes).

Le rapport au Roi signale que le cahier des charges de 1866 est appelé à être remplacé par un nouveau cahier des charges.

Dans l'attente de cette nouvelle norme, il paraît préférable de maintenir inchangé le texte actuel de l'article 3 des statuts et de ne le modifier que lorsque le nouveau cahier des charges entrera en vigueur.

L'article 2 du projet doit en conséquence être omis.

Article 3 (devenant l'article 2).

On peut s'interroger sur la question de savoir si l'expression "en sauvegardant les intérêts de l'économie nationale" signifie que les principes d'économie d'entreprise ne seront respectés que dans la mesure compatible avec la mission de service public.

Sous cette réserve, le texte suivant est proposé :

"L'article 4, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

.../...

"La Société a pour objet d'administrer et d'exploiter les chemins de fer suivant les principes de l'économie d'entreprise et en sauvegardant les intérêts de l'économie nationale, définis dans les programmes quinquennaux visés à l'alinéa 2.

L'activité de la Société s'exerce dans les limites de programmes quinquennaux établis par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre des Communications et après consultation du conseil d'administrtion de la Société".

Article 4 (devenant l'article 3).

En vue de régler le cas où un administrateur atteint l'âge de soixante-cinq ans au cours de son mandat, l'alinéa 2 devrait être complété par la phrase suivante : "La même procédure est applicable dans le cas visé à l'alinéa 5, lorsque le membre atteint l'âge de 65 ans en cours de mandat".

Article 5 (devenant l'article 4).

Par souci de concordance avec l'article 19 en projet, il est suggéré de remplacer, à l'alinéa 3 de l'article 21 en projet, les mots "Ministre ayant le chemin de fer dans ses attributions" par les mots "Ministre des Communications".

.../...

Article 6 (devenant l'article 5).

1. L'article 24 en projet, qui comporte quinze alinéas, attribue des pouvoirs étendus au conseil d'administration, depuis celui de conclure toutes conventions jusqu'à celui de donner mainlevée de tous "autres empêchements".

Des pouvoirs analogues, exprimés dans les mêmes termes, sont attribués au comité restreint par l'article 25bis, alinéa 5, des statuts en projet, et à l'administrateur délégué, par l'article 25quater, alinéa 3, des statuts, en projet.

Ces pouvoirs sont d'attribution, sans qu'il y ait délégation d'un organe à un autre et sans qu'il y ait affirmation d'une subordination hiérarchique. L'éventualité d'un conflit de compétence ne peut dès lors être écartée. Aussi conviendrait-il, pour la bonne marche de la Société, que les pouvoirs de chaque organe soient délimités de manière exclusive.

D'après les renseignements fournis par le délégué du Ministre, l'intention est de réserver exclusivement à l'administrateur délégué les décisions pour des affaires d'une valeur inférieure à 30 millions et dont l'effet ne dépasse pas dix ans, de réserver exclusivement au comité restreint les décisions pour les affaires d'une valeur com-

.../...

prise entre 30 et 100 millions de francs ou, si elles sont inférieures à 30 millions de francs, dont l'effet dépasse dix ans, et d'attribuer au conseil d'administration compétence pour les décisions concernant des affaires dont l'importance financière dépasse 100 millions de francs.

Il convient toutefois d'éviter la triple reproduction des dispositions attributives de pouvoir, en concentrant celles-ci en un seul texte, comme il est proposé ci-après, et de modifier les autres articles en projet en conséquence.

2. De l'accord du délégué du Ministre, l'alinéa 7 de l'article 24 en projet doit être omis car les pouvoirs qu'il vise sont attribués à l'administrateur délégué, ainsi qu'il est dit à l'article 25quater, alinéa 11, en projet.

En conséquence, il est proposé de rédiger l'article 6 du projet (devenant l'article 5), comme suit :

.../...

"Article 5.-

L'article 24 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 24. § 1er. Selon les distinctions prévues au paragraphe 2, et sous réserve des attributions particulières prévues aux articles 24bis, 25bis, 25quater et 27, le conseil d'administration, le comité restreint et l'administrateur délégué ont le pouvoir général de :

1° conclure tous contrats ou conventions et accorder toutes concessions;

2° acquérir, vendre, céder ou transférer tous biens ou droits mobiliers, prendre ou donner en location tous biens ou droits mobiliers et immobiliers;

3° traiter, transiger et compromettre sur tous les intérêts de la société;

4° émettre, endosser, avaliser ou accepter tous effets de commerce et promesses; consentir et accepter toutes hypothèques, tous gages et nantissements; stipuler la voie parée; renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires; donner mainlevée, avant ou après paiement et sans devoir justifier de l'extinction des créances de la société, de toutes inscriptions, privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements.

§ 2. Les pouvoirs définis au paragraphe 1er sont exercés exclusivement :

.../...

1° par le conseil d'administration pour tous les actes d'une valeur (ou d'une importance financière) dépassant 100 millions de francs ainsi que pour les actes qui ne sont pas susceptibles d'une appréciation financière;

2° par le comité restreint pour tous les actes d'une valeur (-) comprise entre 30 millions et 100 millions de francs inclus ainsi que pour les actes d'une valeur inférieure, qui ont une durée d'application ou d'exécution supérieure à dix ans, à charge d'en informer le conseil d'administration;

3° par l'administrateur délégué pour tous les actes d'une valeur inférieure à 30 millions de francs, lorsqu'ils n'ont pas une durée d'application ou d'exécution supérieure à dix ans, à charge d'informer le conseil d'administration et le comité restreint de tous les actes ayant une valeur supérieure à deux millions de francs.

Article 24bis. Sans préjudice aux pouvoirs confiés par les présents statuts au comité restreint et à l'administrateur délégué, le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer la Société, en vue de la réalisation de son objet social, notamment en exerçant les pouvoirs ci-après décrits.

... (la suite comme aux alinéas 2 et 8 à 15 de l'article 24 en projet, sous réserve, dans l'alinéa 11, de supprimer le mot "querellées" et d'écrire "... article 25bis, § 3")".

.../...

Article 8 (devenant l'article 7).

La rédaction suivante est proposée pour l'article 25bis en projet :

"Article 25bis. § 1er. Sans préjudice aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux marchés publics, le comité restreint détermine le mode de passation des marchés de travaux et de fournitures; il peut déroger aux règles relatives au choix de l'adjudicataire dans la mesure où les dispositions précitées le permettent.

§ 2. A la demande du comité restreint, l'Etat vend, cède ou transfère tous biens immobiliers dont la Société a la jouissance et qui ne sont plus nécessaires à la bonne marche de l'exploitation; l'affectation du prix à en provenir fera l'objet d'un accord entre l'Etat et la Société.

A la demande du comité, l'Etat acquiert aux frais et risques de la Société et met à la disposition de celle-ci tous biens immobiliers jugés nécessaires à la bonne marche de l'exploitation ou à l'exécution des travaux d'extension.

Si l'acquisition a lieu par voie d'expropriation, la prise de possession ou l'envoi en possession sont poursuivis au nom de l'Etat, mais à la diligence et aux frais de la Société.

.../...

Les acquisitions de biens immobiliers dont la valeur dépasse trente millions de francs, sont portées à la connaissance du conseil d'administration.

§ 3. Le comité restreint nomme les agents du rang II sur la proposition de l'administrateur délégué, après consultation par ce dernier du comité de direction. Si le comité restreint ne suit pas ses propositions, l'administrateur délégué peut soit proposer au comité restreint la nomination d'une autre personne, soit demander au conseil d'administration de procéder à la nomination en lieu et place du comité restreint. Cette demande dessaisit le comité restreint.

Le comité restreint arrête, selon la procédure prévue par la loi, les règlements d'exécution dont l'établissement lui est attribué par le statut du personnel.

§ 4. Le comité restreint propose au conseil d'administration les règles déterminant les compétences du comité de direction et du comité de coordination.

§ 5. Le comité restreint peut déléguer ses pouvoirs. Il en informe le conseil".

.../...

Article 9 (devenant l'article 8).

Dans l'article 25ter en projet, il y a lieu d'omettre les mots "dont question à l'article 25".

Article 10 (devenant l'article 9).

Les statuts devraient prévoir des règles de suppléance pour la fonction d'administrateur délégué, aussi bien dans le cas de vacance de l'emploi que dans le cas où le titulaire est empêché d'exercer ses fonctions.

On pourrait ainsi prévoir qu'en cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur délégué, le directeur général en remplit les fonctions.

Pour le cas d'absence du directeur général, l'article 7quater, alinéa 3, de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges prévoit que le directeur général adjoint assure la gestion journalière de la société.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 25quater en projet :

"Article 25quater. § 1er. L'administrateur délégué est nommé par le Roi parmi les membres du conseil d'administration sur la proposition du Ministre des Communications.

La haute direction de la Société lui est confiée avec les pouvoirs nécessaires.

.../...

§ 2. L'administrateur délégué conclut les accords particuliers comportant des réductions de prix ou autres avantages, visés au livre premier, titre VIIbis, article 15, § 2, du Code de commerce, sans préjudice des conditions et des modalités de contrôle fixées par le Roi.

§ 3. L'administrateur délégué est chargé du contrôle de la gestion journalière de la Société, sans préjudice des compétences du conseil d'administration.

Il dispose des fonds que la Société possède en caisse, en dépôt ou en compte courant.

Il détermine, sous l'approbation du Ministre des Finances, le placement des fonds disponibles.

§ 4. L'administrateur délégué propose au conseil d'administration les nominations des agents du rang I, après consultation du comité de direction et du comité restreint.

Il propose au comité restreint les nominations des agents du rang II, après consultation du comité de direction.

En ce qui concerne les agents au-dessous du rang II, l'administrateur délégué procède aux nominations après consultation du comité de direction. Il détermine les attributions de ces agents, fixe leurs traitements, salaires et gratifications et, s'il y a lieu, le chiffre de leur cautionnement; il consent la restitution des cautionnements; il peut licencier, suspendre et révoquer ces agents. Ces décisions sont prises

..../...

sous réserve, s'il échet, de l'application des procédures prévues par le statut du personnel et des règlements pris pour son exécution.

§ 5. L'administrateur délégué décide l'intentement des actions et l'introduction de tous recours devant toutes les juridictions. Il représente la Société dans les procédures judiciaires ou juridictionnelles ainsi que dans les actes extrajudiciaires.

IL introduit les affaires devant le conseil d'administration et devant le comité restreint et y fait toutes les propositions qu'il juge utiles concernant le fonctionnement et l'organisation de la société.

Il veille à l'exécution des décisions prises par le conseil et par le comité restreint.

Il peut déléguer ses pouvoirs à condition de faire ratifier les délégations par le comité restreint.

§ 6. En cas de vacance de la fonction d'administrateur délégué ou en cas d'empêchement du titulaire, le directeur général exerce les pouvoirs prévus au présent article ainsi que les pouvoirs antérieurement délégués à l'administrateur délégué".

.../...

Article 11 (devenant l'article 10).

Pour assurer une meilleure lisibilité du texte, il y aurait lieu d'intervertir les alinéas 3 et 4.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 4 (devenant l'alinéa 3) comme suit :

"Le directeur général a, comme l'administrateur délégué, pouvoir de représenter la Société dans toute procédure judiciaire ou juridictionnelle. A cette fin, leurs nom, prénoms et domicile sont publiés aux annexes du Moniteur belge dans la première quinzaine du mois de janvier de chaque année, ainsi que lors du changement du titulaire de ces fonctions"."

Article 13 (devenant l'article 12)

Le texte a omis, par erreur, de viser les marchés conclus par adjudication restreinte. Cette erreur doit être réparée dans les statuts pour respecter la cohérence de la tutelle prévue quant aux marchés.

Le 2° doit pour le surplus être rédigé comme suit :

"2° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° les contrats conclus sur adjudication publique ou restreinte ou sur appel d'offres ... (la suite comme au projet);"

.../...

Article 14 (devenant l'article 13).

Le texte de l'article 28bis en projet doit être précédé des mots "Article 28bis".

Article 16 (devenant l'article 15).

L'article doit être rédigé comme suit :

"A l'article 36 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "et pour la première fois en 1928" sont supprimés;

2° à l'alinéa 3, les mots "et dans cinq journaux belges au moins" sont supprimés".

Article 18 (devenant l'article 17).

La rédaction suivante est proposée :

"La limite d'âge fixée à l'article 19, alinéa 5, du même arrêté, n'est pas applicable aux membres du conseil d'administration en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté; pour ces personnes la limite d'âge reste fixée à soixante-sept ans".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"In artikel 2 van het koninklijk besluit van 21 maart 1967 waarbij de nieuwe statuten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen worden vastgesteld, wordt de volzin : "Haar zetel is gevestigd te Brussel", vervangen door de volzin : "De zetel van de Maatschappij is gevestigd in de Brusselse agglomeratie, op de plaats die door de raad van beheer wordt bepaald; de beslissing van die raad wordt binnen een maand na de dagtekening ervan, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad".

Artikel 2.

Het huidige artikel 3 van het koninklijk besluit van 21 maart 1961 luidt aldus :

> "De beschikkingen van het lastenkohier van 1866, welke van kracht zijn voor de spoorwegvergunningen in België, zijn van toepassing op de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, in zover zij niet strijdig zijn met de wets-, reglements- en statuutsbepalingen welke de juridische toestand van de Maatschappij beheersen".

Om artikel 3 in het vooruitzicht van het opmaken van een nieuw bestek dichter bij de huidige tijd te brengen, wil het ontwerp de woorden "van 1866" schrappen.

.../...

Ofschoon het bedoelde bestek van 1866 al oud is en vele bepalingen ervan in onbruik zijn geraakt, bevat het er nog enkele die de juridische grondslag vormen voor handelingen zoals het toestaan van aansluitingen, het omschrijven van de wederzijdse prestaties tussen de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en de Ministeries, alsmede sommige instellingen van openbaar nut (zoals de Regie van Telegrafie en Telefonie en de Regie der Posterijen).

In het verslag aan de Koning wordt erop gewezen dat het bestek van 1866 door een nieuw bestek zal worden vervangen.

In afwachting dat die nieuwe norm er komt, lijkt het raadzaam om de huidige tekst van artikel 3 van de statuten ongewijzigd te laten en om hem eerst te wijzigen wanneer het nieuwe bestek in werking treedt.

Artikel 2 van het ontwerp moet bijgevolg vervallen.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Men kan zich afvragen of de uitdrukking "onder vrijwaring van de belangen van 's lands economie" betekent dat de bedrijfseconomische beginselen slechts nageleefd zullen worden in zoverre dat bestaanbaar is met de opdracht van openbare dienst.

Onder dat voorbehoud wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende leden :

"De Maatschappij heeft ten doel de spoorwegen volgens bedrijfseconomische beginselen te beheren en te exploiteren en daarbij de belangen van 's lands economie, bepaald in de vijfjarenprogramma's als bedoeld in het tweede lid, te vrijwaren.

De activiteit van de Maatschappij wordt uitgeoefend binnen de grenzen van vijfjarenprogramma's die op voorstel van de Minister van Verkeerswezen en na raadpleging van de raad van beheer van de Maatschappij worden vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

Om te voorzien in het geval dat een beheerder de leeftijd van vijfenzestig jaar bereikt in de loop van zijn mandaat, zou het tweede lid aangevuld moeten worden met de hiernavolgende volzin : "Dezelfde procedure geldt in het geval bedoeld in het vijfde lid, wanneer het lid de leeftijd van 65 jaar bereikt in de loop van zijn mandaat".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Ter wille van de overeenstemming met het ontworpen artikel 19 wordt voorgesteld in het derde lid van het ontworpen artikel 21 de woorden "Minister tot wiens bevoegdheid de spoorwegen behoren" te vervangen door de woorden "Minister van Verkeerswezen".

.../...

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

1. Het ontworpen artikel 24, dat vijftien leden omvat, kent aan de raad van beheer ruime bevoegdheden toe gaande van de bevoegdheid om alle overeenkomsten te sluiten, tot de bevoegdheid om opheffing te verlenen van alle "andere beletselen".

Soortgelijke bevoegdheden, in dezelfde bewoordingen uitgedrukt, worden bij artikel 25bis, vijfde lid, van de ontworpen statuten verleend aan het beperkt comité en bij artikel 25quater, derde lid, van de ontworpen statuten aan de afgevaardigd beheerder.

Die bevoegdheden zijn toegewezen bevoegdheden, zonder dat er delegatie van bevoegdheid is van het ene orgaan aan het andere en zonder dat er een hiërarchische ondergeschiktheid wordt bevestigd. De mogelijkheid van een bevoegdheidsconflict is dan ook niet uit te sluiten. Daarom zou het voor de goede werking van de maatschappij passen de bevoegdheden van elk orgaan op exclusieve wijze af te bakenen.

Volgens inlichtingen verschaft door de gemachtigde van de Minister is het de bedoeling om beslissingen over aangelegenheden met een waarde van minder dan 30 miljoen en een werking van ten hoogste tien jaar, uitsluitend over te laten aan de afgevaardigd beheerder, om beslissingen over aangelegenheden met een waarde begrepen tussen 30 en 100 miljoen frank of over aangelegenheden met een waarde beneden 30 miljoen frank maar met een werking van meer dan tien jaar, uitsluitend in handen te leggen van het beperkt comité en om de raad van beheer bevoegd te maken voor de beslissingen over aangelegenheden waarvan het financiële belang 100 miljoen frank overschrijdt.

.../...

Drievoudige herhaling van de bevoegdheid verlenende bepalingen moet echter worden vermeden, namelijk door die bepalingen bijeen te brengen in één tekst, zoals hierna wordt voorgesteld, en de overige ontworpen artikelen dienovereenkomstig te wijzigen.

2. Het zevende lid van het ontworpen artikel 24 moet vervallen; de gemachtigde van de Minister is het hiermee eens. De bevoegdheden waarop dat lid betrekking heeft worden immers aan de afgevaardigd beheerder toegekend, zoals in het ontworpen artikel 25quater, elfde lid, is gesteld.

Bijgevolg wordt voorgesteld artikel 6 van het ontwerp (dat artikel 5 wordt) als volgt te stellen :

"Artikel 5.-

Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

Artikel 24. § 1. Volgens het onderscheid dat gemaakt is in paragraaf 2 en onder voorbehoud van de bijzondere bevoegdheden bepaald in de artikelen 24bis, 25bis, 25quater en 27, hebben de raad van beheer, het beperkt comité en de afgevaardigd beheerder de algemene bevoegdheid om :

1° alle contracten of overeenkomsten te sluiten en alle concessies te verlenen;

.../...

2° alle roerende goederen of rechten te verkrijgen, te verkopen, af te staan of over te dragen, alle roerende en onroerende goederen of rechten in huur te nemen of te geven;

3° te onderhandelen, dadingen en compromissen aan te gaan met betrekking tot alle belangen van de maatschappij;

4° alle handelspapieren en promessen uit te geven, te endosseren, te avaleren of te accepteren; alle hypotheken, panden en pandgevingen te verlenen en te accepteren; de dadelijke uitwinning te bedingen; afstand te doen van alle zakelijke rechten, voorrechten en rechtsvorderingen tot ontbinding; vóór of na betaling opheffing te verlenen, zonder te moeten doen blijken van de delging van de schuldvorderingen van de maatschappij, van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, overschrijvingen, inbeslagnemingen, verzet en andere beletselen.

§ 2. De in paragraaf 1 omschreven bevoegdheden worden uitsluitend uitgeoefend door :

1° de raad van beheer, voor alle handelingen met een waarde (of een financieel belang) van meer dan 100 miljoen frank alsook voor alle handelingen die zich niet lenen voor financiële waardering;

.../...

2° het beperkt comité, voor alle handelingen met een waarde (-) gaande van 30 tot en met 100 miljoen frank alsmede voor alle handelingen met een lagere waarde, waarvan de toepassing of de uitvoering meer dan tien jaar duurt, op voorwaarde dat daarvan kennis wordt gegeven aan de raad van beheer;

3° door de afgevaardigd beheerder, voor alle handelingen met een waarde van minder dan 30 miljoen frank, wanneer de toepassing of de uitvoering ervan niet langer dan tien jaar duurt, op voorwaarde dat aan de raad van beheer en aan het beperkt comité kennis wordt gegeven van alle handelingen met een hogere waarde dan twee miljoen frank.

Artikel 24bis. Onverminderd de bevoegdheden die door de statuten aan het beperkt comité en aan de afgevaardigd beheerder worden verleend, heeft de raad van beheer de ruimste bevoegdheid om de maatschappij te beheren en te besturen met het oog op de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel, inzonderheid door het uitoefenen van de hierna omschreven bevoegdheden ... (het vervolg zoals in de leden 2 en 8 tot en met 15 van het ontworpen artikel 24, met dien verstande dat in het achtste lid : "... wijst de departements- en districtdirecteurs aan, zoals voorgeschreven in artikel 26", wordt geschreven; dat in het elfde lid het woord "betwiste" vervalt en men "... artikel 25bis, § 3" schrijft.

.../...

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 25bis :

"Artikel 25bis. § 1. Onverminderd de wets- en verordeningsbepalingen inzake overheidsopdrachten, bepaalt het beperkt comité de wijze van gunning van de opdrachten voor werken en leveringen; het kan afwijken van de regels betreffende de keuze van de aannemer, voor zover de voormelde bepalingen het mogelijk maken.

§ 2. Op aanvraag van het beperkt comité, verkoopt de Staat, of doet hij afstand of overdracht van alle onroerende goederen waarvan de Maatschappij het genot heeft en die niet meer nodig zijn voor de goede gang van de exploitatie; over de bestemming van de daarvan voortkomende prijs wordt een akkoord gesloten tussen de Staat en de Maatschappij.

Op aanvraag van het comité verkrijgt de Staat op kosten en risico van de Maatschappij, en stelt hij te harer beschikking, alle onroerende goederen die nodig geacht worden voor de goede gang van de exploitatie of voor de uitvoering van de uitbreidingswerken.

Geschiedt de verkrijging bij wege van onteigening, dan wordt de inbezitneming of de inbezitstelling gevorderd in naam van de Staat, maar door de zorg en op kosten van de Maatschappij.

.../...

Verkrijging van onroerende goederen waarvan de waarde hoger is dan dertig miljoen frank wordt ter kennis gebracht van de raad van beheer.

§ 3. Het beperkt comité benoemt de personeelsleden van rang II op voorstel van de afgevaardigd beheerder en na raadpleging door deze laatste van het directiecomité. Indien het beperkt comité zijn voorstellen niet volgt, kan de afgevaardigd beheerder hetzij aan het beperkt comité de benoeming van een andere persoon voorstellen, hetzij aan de raad van beheer vragen dat deze de benoeming doet in de plaats van het beperkt comité. Door die aanvraag wordt de zaak onttrokken aan het beperkt comité.

Het beperkt comité stelt, volgens de bij de wet bepaalde procedure, de uitvoeringsregelingen vast waarvoor het op grond van het statuut van het personeel bevoegd is.

§ 4. Het beperkt comité stelt aan de raad van beheer de regels voor die de bevoegdheden van het directiecomité en van het coördinatiecomité bepalen.

§ 5. Het beperkt comité kan zijn bevoegdheden overdragen. Het brengt de raad daarvan op de hoogte".

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

In het ontworpen artikel 25ter dienen de woorden "waarvan sprake in artikel 25" te vervallen.

.../...

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

De statuten zouden moeten voorzien in plaatsvervanging voor de functie van afgevaardigd beheerder, zowel voor het geval dat de betrekking vacant is als voor het geval dat de bekleder ervan verhinderd is zijn functie uit te oefenen.

Aldus zou kunnen worden bepaald dat in geval van afwezigheid of verhindering van de afgevaardigd beheerder, diens bevoegdheden uitgeoefend worden door de directeur-generaal.

Voor het geval dat de directeur-generaal afwezig is, bepaalt artikel 7quater, derde lid, van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen dat de adjunct-directeur-generaal het dagelijks bestuur van de Maatschappij waarneemt.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 25quater :

"Artikel 25quater. § 1. De afgevaardigd beheerder wordt op de voordracht van de Minister van Verkeerswezen door de Koning benoemd uit de leden van de raad van beheer.

De hoge leiding van de Maatschappij wordt hem met de nodige bevoegdheden toevertrouwd.

.../...

§ 2. De afgevaardigd beheerder gaat de bijzondere overeenkomsten aan waarbij prijsverminderingen of andere voordelen toegekend worden, en die bedoeld zijn in boek I, titel VIIbis, artikel 15, § 2, van het Wetboek van koophandel, onverminderd de door de Koning bepaalde voorwaarden en nadere regels voor het toezicht.

§ 3. De afgevaardigd beheerder is belast met het toezicht op het dagelijks bestuur van de Maatschappij, onverminderd de bevoegdheden van de raad van beheer.

Hij beschikt over de fondsen die de Maatschappij in kas, in bewaring of in rekeningcourant bezit.

Hij bepaalt, onder goedkeuring van de Minister van Financiën, de belegging van de beschikbare gelden.

§ 4. De afgevaardigd beheerder stelt aan de raad van beheer de benoeming voor van de personeelsleden van rang I, na raadpleging van het directiecomité en van het beperkt comité.

Hij stelt aan het beperkt comité de benoeming voor van de personeelsleden van rang II, na raadpleging van het directiecomité.

Wat de personeelsleden beneden rang II betreft, doet de afgevaardigd beheerder de benoemingen na raadpleging van het directiecomité. Hij bepaalt de bevoegdheden van die personeelsleden, stelt hun wedde, loon en gratificaties vast,

.../...

en, zo nodig, het bedrag van hun borgtocht; hij staat de teruggave van de borgtochten toe; hij kan die personeelsleden afdanken, schorsen en afzetten. Die beslissingen worden genomen onder voorbehoud, in voorkomend geval, van de toepassing van de procedures, vastgesteld door het statuut van het personeel en de ter uitvoering ervan uitgevaardigde reglementen.

§ 5. De afgevaardigd beheerder beslist over het instellen van rechtsvorderingen en van beroep bij welke rechtscolleges ook. Hij vertegenwoordigt de Maatschappij in justitiële of andere rechtsgedingen, alsook buiten rechte.

Hij leidt de zaken in voor de raad van beheer en voor het beperkt comité en doet er alle voorstellen die hij nuttig acht in verband met de werking en de organisatie van de Maatschappij.

Hij waakt over de uitvoering van de beslissingen die door de raad en door het beperkt comité zijn genomen.

Hij kan zijn bevoegdheden overdragen op voorwaarde dat hij de opdrachten door het beperkt comité doet bekrachtigen.

§ 6. Ingeval de functie van afgevaardigd beheerder openstaat of ingeval de bekleder ervan verhinderd is, worden de in dit artikel bepaalde bevoegdheden, alsook de voordien aan de afgevaardigd beheerder opgedragen bevoegdheden uitgeoefend door de directeur-generaal".

.../...

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

Voor een betere leesbaarheid van de tekst zouden het derde en het vierde lid van plaats moeten verwisselen.

Voorgesteld wordt het vierde lid (dat het derde lid wordt) als volgt te redigeren :

"De directeur-generaal is, evenals de afgevaardigd beheerder, bevoegd om de Maatschappij te vertegenwoordigen in ieder justitieel of ander rechtsgeding. Te dien einde worden hun naam, voornamen en woonplaats in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt in de eerste vijftien dagen van de maand januari van elk jaar, alsook wanneer die functie een andere bekleder krijgt".

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

De opdrachten bij wege van beperkte aanbesteding zijn in de tekst, bij vergissing, onvermeld gebleven. Die vergissing moet in de statuten worden hersteld ter wille van de samenhang van het inzake opdrachten voorgeschreven toezicht.

De bepaling onder 2° moet voor het overige als volgt worden geredigeerd :

"2° de bepaling onder 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

.../...

"2° de overeenkomsten gegund bij openbare of beperkte aanbesteding dan wel bij algemene of beperkte offerteaanvraag, ... (voorts zoals in het ontwerp)";".

Artikel 14 (dat artikel 13 wordt).

Aan de tekst van het ontworpen artikel 28bis moeten de woorden "Artikel 28bis" voorafgaan.

Artikel 16 (dat artikel 15 wordt).

Het artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"In artikel 36 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "en voor de eerste maal in 1928" geschrapt;

2° in het derde lid worden de woorden "en in ten minste vijf Belgische dagbladen" geschrapt ".

Artikel 18 (dat artikel 17 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"De leeftijdsgrens bepaald in artikel 19, vijfde lid, van hetzelfde besluit, geldt niet voor de leden van de

.../...

raad van beheer die in functie zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit; voor hen blijft de leeftijdsgrens vastgesteld op zevenenzestig jaar".

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.